

From: La Depeche du GFII [depeche-gfii@kiosqueist.com]
Sent: Thursday, February 04, 2010 3:41 PM
To: depeche-gfii@kiosqueist.com
Subject: [depeche-gfii] Questel 1207
Categories: Kamsa



La Dépêche du GFII (1207)(Questel)

Questel voit ses résultats progresser malgré la concurrence des grands groupes

L'information :

Questel devrait bientôt officialiser des résultats pour son exercice 2009 qui reflètent une croissance organique du chiffre d'affaires de 5%. En 2008, selon des données bilans disponibles sur le site Les Echos, Questel avait enregistré un CA de 15 millions d'euros, un taux d'excédent brut d'exploitation de 29% et un résultat net avant impôt de 4,3 M€. Courant 2009 Questel a réorganisé son offre en la plaçant sous deux marques « ombrelles » : www.orbit.com est désormais le guichet unique regroupant tous les services d'information brevets de Questel ; www.edital.com regroupe quant à lui l'offre d'information sur les marques.

L'analyse de la Dépêche :

Questel avait renoué en 2002 avec la profitabilité. Le terme "renoué" n'est d'ailleurs pas le plus adapté puisque, Télésystèmes-Questel avait été pour son actionnaire d'alors, le groupe (à l'époque public) France Télécom, un foyer de pertes chroniques. En déposant ses comptes 2008 (ce qu'il n'avait pas fait en 2006 et 2007), Questel avait affiché avec discrétion des résultats brillants, enregistrant un taux de marge nette avant impôt de 29% sur CA. Cette bonne santé financière ne pouvait que conforter son actionnaire majoritaire (51% des parts), la Société Générale Capital Europe (SGCE, renommée depuis Syntégra), branche "private equity" de la Société Générale, qui, dans le cadre d'une opération de LBO ("Leverage Buy Out" : acquisition financée en partie par l'endettement de la société cible) conduite en décembre 2007 avait pris le contrôle de Questel (1).

Le LBO valorisait Questel à environ 50 millions d'euros. Cette opération capitalistique intervenait alors que le scénario concurrentiel de Questel était porteur de nouvelles menaces. Coup sur coup au dernier trimestre 2007 le groupe Thomson (devenu depuis Thomson Reuters) lançait son service Thomson Innovation, tandis que Reed Elsevier, via sa division LexisNexis relançait son offre brevets en mettant sur le marché un nouveau service, TotalPatent. Dans les deux cas ces grands groupes s'affranchissaient des contraintes de leurs "vieilles" plates-formes de distribution de l'information brevets pour mettre celle-ci à l'heure du Web 2.0, des outils de recherche simples, des fonctionnalités collaboratives et du

développement des outils analytiques d'aide à la décision. Le pari de ces grands groupes était de conquérir au travers de ces services "user oriented" de nouvelles clientèles pour l'information brevets. Ces espoirs ont en partie été déçus : en tout cas cet élargissement des cibles de l'information brevets n'a pas été à la hauteur des investissements importants faits sur Thomson Innovation ou sur TotalPatent.

Pendant ce temps Questel continuait à faire des professionnels de l'information brevets sa priorité stratégique en développant patiemment sa couverture et ses fonctionnalités. Questel avec 70 millions de brevets dont près de 30 millions en texte intégral, provenant de 85 offices dans le monde, affiche aujourd'hui l'une des offres les plus complètes du marché. Actionnaire de Lingway, Questel a de façon précoce intégré les technologies sémantiques en développant des « outils de productivité » facilitant la lecture des brevets et identifiant les informations-clé des documents. Cet emploi modeste, mais ayant un impact direct sur le travail quotidien des usagers de l'information brevets, des technologies sémantiques différencie Questel de ses grands concurrents. Thomson Innovation comme TotalPatent ont plutôt utilisé les technologies sémantiques dans une optique de "cartographie" des corpus de brevets, et non d'aide à la lecture du document. Questel devrait dans les prochains mois dévoiler une nouvelle "release" de la plate-forme Orbit, intégrant des outils d'analyse statistique puissants et d'affichage graphique des résultats. A plus longue échéance Questel et Lingway travaillent eux aussi à la mise au point de fonctionnalités d'analyses de corrélations au sein des corpus de brevets. Dans les cinq dernières années Questel avait mené un politique d'acquisitions ciblées (DigiPat et Edital en 2005, DesignMuster en 2006, The PatentPeople en janvier 2009) pour renforcer le groupe sur ses marchés. Même si la priorité est aujourd'hui le remboursement de la dette contractée lors du LBO (ce que les taux de marge permettent de faire sans pression excessive), Questel ne récuse pas la possibilité d'acquisitions dans une logique d'intégration amont et aval dans le « workflow » de la gestion de portefeuilles de brevets.

On s'interrogera sur les motivations stratégiques de la différenciation en deux pôles de l'activité Questel, via la création des portails Orbit.com pour l'information brevets, du portail Edital.com pour l'information sur les marques. Quelques documentalistes chenus se souviendront que SDC Orbit était un serveur américain pionnier de la diffusion de l'information brevet en ligne, que Télé systèmes-Questel avait racheté au milieu des années 1980. La marque Orbit gardait outre-Atlantique une aura suffisante pour en faire un label ne nécessitant pas de gros investissements en communication. On peut émettre l'hypothèse (purement spéculative et qui n'engage que nous et non Questel) que cette différenciation en deux marques est sans doute liée au fait que si brevets et marques relèvent de la même notion de « propriété industrielle », les synergies opérationnelles entre les deux offres ne sont pas très importantes. La création de deux pôles distincts pourrait permettre à moyen terme une valorisation distincte de chacun de ces pôles d'activité.

(1) Les dirigeants du groupe restaient (et restent) cependant actionnaires à hauteur de 49% et sont ainsi directement associés au développement l'entreprise.

Indexation : information brevets et marques, agrégateurs

Mentions de responsabilité et de propriété :

Dépêche élaborée par MV Etudes et Conseil, qui assume seul la responsabilité journalistique de ces contenus.

Tous droits d'utilisation réservés GFII.

Groupement Français de l'Industrie de l'Information
25 rue Claude Tillier
75012 Paris. France
Tél : 33 1 43 72 96 52
Fax : 33 1 43 72 56 04
Site Web : <http://www.gfii.asso.fr>
Mél : gfii@gfii.asso.fr

Routage Internet : [Kiosque IST - INIST](#)

Reproduction possible à des fins non commerciales, sous réserve d'autorisation de notre part.